

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2019/203696]

**2 MAI 2019. — Décret modifiant le décret du 6 novembre 2008
relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination et le Code judiciaire (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en partie, en vertu de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127, § 1^{er}, et 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 3 du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, modifié par les décrets des 19 mars 2009 et 12 janvier 2012, les 2^o et 3^o sont remplacés par ce qui suit :

« 2^o la discrimination fondée sur le sexe et les critères apparentés que sont la grossesse, l'accouchement, la maternité, l'allaitement, le changement de sexe, l'identité de genre et l'expression de genre;

3^o la discrimination directe ou indirecte fondée sur l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la composition de ménage, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l'état de santé, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine et la condition sociales; ».

Art. 3. Aux articles 4, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o, 12^o, 14^o, 7, § 1^{er} et 2, 9, 10, § 2, 12, 23, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 24, alinéas 1^{er} et 2, et 29 du même décret, modifiés par le décret du 12 janvier 2012, les mots « ou plusieurs » sont insérés entre les mots « l'un » et les mots « des critères protégés ».

Art. 4. A l'article 4 du même décret, modifié par le décret du 12 janvier 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le 1^o est remplacé par ce qui suit :

« 1^o « relations de travail » : les relations de travail, d'orientation, de formation et d'insertion professionnelles, à savoir les relations précontractuelles et les relations de travail à l'exception de celles visées par l'article 4, 1^o, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre certaines formes de discriminations, à l'article 5, 1^o, de la loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination des femmes et des hommes et à l'article 4, 1^o, de la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie et les relations découlant de la mise en œuvre des compétences visées à l'article 5, 5^o à 19^o, »;

2^o le 3^o est remplacé par ce qui suit :

" 3^o « Centre » : le Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations créé par l'accord de coopération du 12 juin 2013; »;

3^o au 5^o, les mots « et la maternité, ou encore le transsexualisme et le changement de sexe » sont remplacés par les mots ", la maternité, l'allaitement, le changement de sexe, l'identité de genre et l'expression de genre »;

4^o au 5^o, les mots « la composition de ménage, » sont insérés entre les mots « l'état civil, » et « la naissance »;

5^o au 5^o, les mots " actuel ou futur » sont abrogés;

6^o au 5^o, les mots « et la condition » sont insérés entre les mots « origine » et « sociales »;

7^o au 6^o, les mots « personnels ou attribués par association " sont insérés après les mots « sur la base de l'un ou plusieurs des critères protégés » et les mots « , une personne est traitée de manière moins favorable »;

8^o le 8^o est complété par les mots « personnels ou attribués par association ";

9^o le 15^o est remplacé par ce qui suit :

« 15^o « exigence professionnelle véritable et déterminante » : une exigence professionnelle véritable et déterminante identifiée de la manière précisée à l'article 8; »;

10^o il est complété par les 16^o et 17^o rédigés comme suit :

« 16^o « ménage » : l'ensemble des personnes occupant habituellement un même logement et vivant en commun; il est constitué, soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui sont unies ou non par des liens de parenté;

17^o « accord de coopération du 12 juin 2013 » : l'accord de coopération du 12 juin 2013, entre l'Autorité fédérale, les Régions et les Communautés visant à créer un Centre interfédéral pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme et les discriminations sous la forme d'une institution commune, au sens de l'article 92bis de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980. ».

Art. 5. Dans l'article 4/1 du même décret, inséré par le décret du 12 janvier 2012, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans le paragraphe 1^{er}, les mots « l'accouchement et la maternité » sont remplacés par les mots « l'accouchement, la maternité et l'allaitement »;

2^o dans le paragraphe 2, les mots ", sur l'identité de genre ou sur l'expression de genre » sont insérés entre les mots « sur le changement de sexe » et les mots « est assimilée à une distinction directe fondée sur le sexe ».

Art. 6. Dans l'article 5, du même décret, remplacé par le décret du 19 mars 2009 et modifié par le décret du 12 janvier 2012, le paragraphe 1^{er} est remplacé par un paragraphe rédigé comme suit :

« Art. 5. § 1^{er}. Dans le respect des compétences exercées par la Région, le présent décret s'applique à toutes les personnes, tant pour le secteur public que pour le secteur privé, y compris les organismes publics en ce qui concerne :

1^o la protection sociale, y compris les soins de santé;

2^o les avantages sociaux;

3^o l'accès et la fourniture des biens et services qui sont à la disposition du public indépendamment de la personne concernée et qui sont offerts en dehors de la sphère de la vie privée et familiale, ainsi qu'aux transactions qui se déroulent dans ce cadre, y compris en matière de logement;

4^o l'accès, la participation et tout autre exercice d'une activité économique, sociale, culturelle ou politique accessible au public;

5^o l'octroi d'aides à la promotion de l'emploi;

6° l'octroi d'aides et de primes à l'emploi ainsi que d'incitants financiers aux entreprises, dans le cadre de la politique économique, en ce compris de l'économie sociale;

7° le placement des travailleurs;

8° les programmes de remise au travail des demandeurs d'emploi inoccupés;

9° la mise au travail des personnes qui bénéficient du droit à l'intégration sociale ou du droit à l'aide sociale financière;

10° l'occupation des travailleurs étrangers;

11° l'application des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées;

12° le contrôle de la disponibilité active et passive des chômeurs et d'imposition des sanctions y relatives;

13° la politique axée sur des groupes-cibles;

14° la promotion des services et emplois de proximité;

15° l'octroi de subventions visant à la promotion des possibilités de travail des travailleurs âgés, la qualité des conditions de travail des travailleurs âgés et l'organisation du travail des travailleurs âgés;

16° le système dans lequel les travailleurs ont le droit de s'absenter du travail, avec maintien du salaire, pour suivre des formations agréées;

17° les agences locales pour l'emploi;

18° le reclassement professionnel;

19° la formation professionnelle, y compris la validation des compétences. ».

Art. 7. L'article 6 du même décret, partiellement annulé par l'arrêt de la Cour constitutionnelle n° 35/2010, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 6. Le présent décret ne s'applique pas en cas de harcèlement dans les relations de travail vis-à-vis des personnes visées à l'article 2, § 1^{er}, de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail. ».

Art. 8. Dans le même décret, il est inséré un chapitre III/1 intitulé « Retour d'un congé thématique ou de maternité, de paternité, de coparentalité, d'adoption ».

Art. 9. Dans le chapitre III/1, inséré par l'article 8, il est inséré un article 6/1, rédigé comme suit :

« Art. 6/1. Une personne engagée dans une relation de travail et bénéficiant d'un congé parental ou d'un congé de maternité, de paternité, de coparentalité, d'adoption, retrouve, au terme de ce congé, sa fonction ou une fonction équivalente à des conditions qui ne lui soient pas moins favorables et bénéficie de toute amélioration des conditions de travail à laquelle il a droit durant son absence. ».

Art. 10. L'article 8 du même décret, modifié par les décrets des 19 mars 2009 et 12 janvier 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 7 et dans les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 5° à 19°, et § 2, une distinction directe fondée sur le sexe, sur une prétendue race, la couleur de peau, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique, l'âge, l'orientation sexuelle, l'état civil, la composition de ménage, la naissance, la fortune, la conviction religieuse ou philosophique, la conviction politique, la conviction syndicale, la langue, l'état de santé, un handicap, une caractéristique physique ou génétique ou l'origine et la condition sociales peut uniquement être justifiée par des exigences professionnelles véritables et déterminantes.

§ 2. Il ne peut être question d'une exigence professionnelle véritable et déterminante que lorsque :

1° une caractéristique déterminée, liée aux critères protégés visés au paragraphe 1^{er}, est véritable et déterminante en raison de la nature des activités visées à l'article 5, § 1^{er}, 5° à 19°, et § 2, du contexte dans lequel celles-ci sont exécutées;

2° l'exigence repose sur un objectif légitime et est proportionnée par rapport à celui-ci.

§ 3. Le Gouvernement peut établir après consultation du Conseil économique et social de Wallonie et du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, une liste limitative des situations dans lesquelles un critère protégé constitue, conformément aux conditions prévues au paragraphe 2, une exigence professionnelle véritable et déterminante.

Si l'un des organes consultés ne se prononce pas dans les deux mois de la demande, il est passé outre. ».

Art. 11. L'article 8/1 du même décret, inséré par le décret du 19 mars 2009, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8/1. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 7, § 1^{er}, et dans les domaines visés à l'article 5, § 1^{er}, 3°, une distinction directe fondée sur le sexe peut uniquement être justifiée si l'accès et la fourniture de biens et services est exclusivement ou essentiellement destinée aux personnes d'un sexe, si cette destination est objectivement justifiée par un but légitime et que les moyens de réaliser ce but sont appropriés et nécessaires.

§ 2. Le Gouvernement peut établir après consultation du Conseil économique et social de Wallonie et du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes une liste limitative de biens et services pouvant être considérés comme destinés exclusivement ou essentiellement à une personne d'un sexe déterminé.

Si l'un des organes consultés ne se prononce pas dans les deux mois de la demande, il est passé outre. ».

Art. 12. Dans l'article 12, § 2, 4°, du même décret, le mot « inutilement » est inséré entre le mot « restreindre » et les mots « les droits ».

Art. 13. L'article 14 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Art. 14. Dans le respect des conditions fixées à l'article 12, § 2, le Gouvernement peut déterminer les hypothèses et les conditions dans lesquelles une action positive est mise en œuvre. ».

Art. 14. Dans l'article 16 du même décret, les mots « l'article 3 de la loi créant un Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme » sont remplacés par les mots « l'article 6, § 2, de l'accord de coopération du 12 juin 2013 ».

Art. 15. Dans l'article 18 du même décret, le paragraphe 5 est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Elle s'applique aussi aux personnes qui interviennent comme conseil, défendeur ou soutien de la personne concernée. ».

Art. 16. Dans l'article 18/1 du même décret, inséré par le décret du 19 mars 2009, le paragraphe 9 est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« Elle s'applique aussi aux personnes qui interviennent comme conseil, défendeur ou soutien de la personne concernée. ».

Art. 17. A l'article 20 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 3, les mots « tout en garantissant l'anonymat de la victime » sont insérés entre les mots « qu'il en rédige, » et les mots « , pendant le délai qu'il détermine »;

2° le paragraphe 4 est complété par six alinéas rédigés comme suit :

« L'action est introduite par requête établie en quatre exemplaires et envoyée par recommandé ou déposée au greffe de la juridiction compétente.

Sous peine de nullité, la requête contient :

1° l'indication des jours, mois et année;

2° les noms, prénoms, profession et domicile du requérant;

3° les nom et adresse de la personne physique ou morale contre laquelle la demande est formée;

4° l'objet et l'exposé des moyens de la demande.

Le greffe du tribunal avertit sans délai la partie adverse par pli judiciaire, auquel est joint un exemplaire de la requête, et l'invite à comparaître au plus tôt trois jours, au plus tard huit jours après la transmission du pli judiciaire.

Il est statué sur l'action malgré toute poursuite exercée en raison des mêmes faits devant toute juridiction pénale.

Lorsque les faits soumis au juge pénal font l'objet d'une action en cessation, il est statué sur l'action pénale uniquement après qu'une décision coulée en force de chose jugée ait été rendue relativement à l'action en cessation. La prescription de l'action publique est suspendue pendant la surséance.

Le jugement est exécutoire par provision, malgré tout recours et sans caution. Le greffe de la juridiction communique le jugement, sans délai, à toutes les parties et au procureur du Roi. ».

Art. 18. A l'article 22, les mots « un critère protégé » sont remplacés par « un ou plusieurs des critères protégés ou apparentés ».

Art. 19. A l'article 29, § 3, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, le mot « sexuées » est inséré entre les mots « statistiques » et « générales »;

b) au 3°, le mot « sexué » est inséré entre les mots « statistique » et « élémentaire ».

Art. 20. Dans l'article 31 du même décret, le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° tout établissement d'utilité publique et toute personne morale se proposant par ses statuts de défendre les droits de l'homme ou de combattre la discrimination et remplissant les conditions prévues à l'article 17, alinéa 2, 1° à 3°, du Code judiciaire; ».

Art. 21. L'article 33 du même décret, modifié par les décrets des 19 mars 2009 et 12 janvier 2012, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 33. Le Gouvernement élabore, après consultation du Conseil économique, social et environnemental de Wallonie, du Conseil wallon de l'égalité entre hommes et femmes, de l'Institut wallon de l'évaluation, de la prospective et de la statistique, et de tout autre organe consultatif et organisme compétent, un ou plusieurs plans, programmes d'actions ou mesures concernant l'entière des compétences wallonnes couvrant la législation.

Le Gouvernement assure le suivi du ou des plans, programmes d'actions ou mesures visés à l'alinéa 1^{er}. Il présente au Parlement un rapport d'évaluation avant la fin de la législature sur laquelle portent le ou les plans, programmes d'actions ou mesures. ».

Art. 22. Dans l'article 34 du même décret, modifié par le décret du 19 mars 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1^{er}, les mots « l'article 5, § 1^{er}, 3° à 8° » sont remplacés par les mots « l'article 5, § 1^{er}, 5° à 19° »;

2° dans le paragraphe 2, les mots « visés à l'article 5, § 1^{er}, 3° à 8° » sont remplacés par les mots « l'article 5, § 1^{er}, 5° à 19° ».

Art. 23. L'article 578 du Code judiciaire, modifié en dernier lieu par la loi du 23 novembre 2017, est complété par le 27° rédigé comme suit :

« 27° des contestations fondées sur le décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination, dans les domaines visés à par son article 5, § 1^{er}, 5° à 19°, et § 2. ».

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 2 mai 2019.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des chances, de la Fonction publique
et de la Simplification administrative,

A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique,
de l'Emploi et de la Formation,

P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal, et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme, du Patrimoine
et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—
Note

(1) Session 2018-2019.
Documents du Parlement wallon, 1362 (2018-2019) N^{os} 1 à 4.
Compte rendu intégral, séance plénière du 30 avril 2019.
Discussion.
Vote.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2019/203696]

2 MEI 2019. — Decreet tot wijziging van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie en het Gerechtelijk Wetboek (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt, gedeeltelijk een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 127, § 1, en 128, § 1, van de Grondwet overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 3 van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, gewijzigd bij de decreten van 19 maart 2009 en 12 januari 2012, worden de punten 2^o en 3^o vervangen als volgt :

2^o de discriminatie op grond van het geslacht en de verwante criteria zoals de zwangerschap, de bevalling, het moederschap, de borstvoeding, de geslachtsverandering, de identiteit en genderuiting;

3^o de directe of indirecte discriminatie op grond van leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, samenstelling van het gezin, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, vakbondsovertuiging, taal, gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst en status;"

Art. 3. In de artikelen 4, 6^o, 7^o, 8^o, 9^o, 10^o, 12^o, 14^o, 7, § § 1 en 2, 9, 10, § 2, 12, 23, 1^o, 2^o, 3^o, 4^o, 24, eerste en tweede lid et 2, en 29 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2012, worden de woorden "of verschillende" ingevoegd tussen de woorden "van één" en de woorden "van de beschermde criteria".

Art. 4. Artikel 4 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2012, wordt gewijzigd als volgt :

1^o punt 1^o wordt vervangen als volgt :

1^o "arbeidsbetrekkingen" : de arbeidsbetrekkingen, de betrekkingen inzake de oriëntatie, de vorming en de professionele inschakeling, namelijk de precontractuele betrekkingen en de arbeidsbetrekkingen met uitzondering van die bedoeld in artikel 4, 1^o, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, in artikel 5, 1^o, van de wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen en in artikel 4, 1^o van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden en de betrekkingen die voortvloeien uit de uitoefening van de bevoegdheden bedoeld in artikel 5, 5^o tot en met 19^o;"

2^o punt 3^o wordt vervangen als volgt :

3^o "Centrum" : het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme opgericht door het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013;"

3^o in punt 5^o, worden de woorden "en moederschap, of transseksualisme en geslachtsverandering" vervangen door de woorden "het moederschap, de borstvoeding, de geslachtsverandering, de identiteit en genderuiting";

4^o in punt 5^o, worden de woorden "samenstelling van het gezin," ingevoegd tussen de woorden "burgerlijke staat," en "geboorte";

5^o in punt 5^o, worden de woorden "huidige of toekomstige" opgeheven;

6^o in punt 5^o worden de woorden "sociale afkomst" vervangen door de woorden "sociale afkomst en status"

7^o in punt 6^o, worden de woorden "persoonlijk of toegewezen door associatie" toegevoegd na de woorden "beschermde criteria";

8^o punt 8^o wordt aangevuld met de woorden " , persoonlijk of toegewezen door associatie" na de woorden "beschermde criteria";

9^o punt 15^o wordt vervangen als volgt :

15^o "werkelijke en bepalende beroepsvereiste" : een werkelijke en bepalende beroepsvereiste vastgesteld, overeenkomstig artikel 8.

10^o het artikel wordt aangevuld met de punten 16^o en 17^o, luidend als volgt :

16^o "Gezin" : eenieder die gewoonlijk dezelfde woning bewoont en die een gemeenschappelijke woning bewoont; het bestaat hetzij uit een persoon die gewoonlijk alleen woont, hetzij uit twee of meer personen die al dan niet door familiebanden verbonden zijn;

17° "samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013" : het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013 tussen de federale overheid, de Gewesten en de Gemeenschappen voor de oprichting van het interfederaal Centrum voor gelijke kansen en bestrijding van discriminatie en racisme onder de vorm van een gemeenschappelijke instelling zoals bedoeld in artikel 92bis van de bijzondere wet van 8 augustus 1980."

Art. 5. Artikel 4/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 12 januari 2012, wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 1, worden de woorden "bevalling en moederschap" vervangen door de woorden "bevalling, moederschap en borstvoeding";

2° in paragraaf 2, worden de woorden ", van de identiteit en genderuiting" ingevoegd tussen de woorden "op grond van geslachtsverandering" en de woorden "gelijkgesteld met een rechtstreeks onderscheid op grond van het geslacht".

Art. 6. In artikel 5, van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 19 maart 2009 en gewijzigd bij het decreet van 12 januari 2012, wordt paragraaf 1 vervangen door een paragraaf, luidend als volgt :

"Art. 5. § 1. Met inachtneming van de bevoegdheden uitgeoefend door het Gewest is dit decreet van toepassing op alle personen, zowel voor de overheid als voor de privé-sector, met inbegrip van de openbare instellingen wat betreft :

1° de sociale bescherming, met inbegrip van de gezondheidszorgen;

2° de sociale voordelen;

3° de toegang en het verstrekken van goederen en diensten die ter beschikking van het publiek staan los van de betrokken persoon en die aangeboden worden buiten de private en familiale levenssfeer om, evenals de verrichtingen uitgevoerd in dat verband, met inbegrip van alles wat de huisvesting betreft;

4° de toegang tot, de deelname aan en iedere andere uitoefening van een economische, sociale, culturele of politieke activiteit die voor het publiek toegankelijk is.

5° het toekennen van steun bij bevordering van de werkgelegenheid;

6° het toekennen van steun en premies voor de werkgelegenheid, evenals van financiële incentives aan ondernemingen, in het kader van het economisch beleid, met inbegrip van de sociale economie;

7° de arbeidsbemiddeling;

8° de programma's voor wedertewerkstelling van niet-werkende werkzoekenden;

9° de tewerkstelling van personen die het recht op maatschappelijke integratie of het recht op financiële maatschappelijke hulp genieten;

10° de tewerkstelling van buitenlandse werknemers

11° de toepassing van de normen met betrekking tot de werkvergunning die wordt afgegeven in overeenstemming met de specifieke verblijfsituatie van de betrokken personen;

12° de controle op de actieve en passieve beschikbaarheid van de werklozen en het opleggen van de desbetreffende straffen;

13° het doelgroepenbeleid;

14° de bevordering van buurtdiensten en -banen

15° de toekenning van subsidies ter bevordering van de werkgelegenheidskansen van oudere werknemers, de kwaliteit van de arbeidsomstandigheden van oudere werknemers en de organisatie van het werk voor oudere werknemers;

16° het systeem waarin werknemers het recht hebben om afwezig te zijn van het werk, met behoud van loon, om erkende opleidingen te volgen;

17° de lokale tewerkstellingsagentschappen;

18° het outplacement;

19° de beroepsopleiding, met inbegrip van de bevestiging van de vaardigheden."

Art. 7. Artikel 6 van hetzelfde decreet, gedeeltelijk vernietigd door het arrest nr. 35/2010 van het Grondwettelijk Hof, wordt vervangen als volgt :

"Art. 6. Dit decreet is niet van toepassing in geval van pesterijen in de arbeidsverhoudingen t.o.v. de personen bedoeld in artikel 2, § 1, van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun arbeid."

Art. 8. In hetzelfde decreet, wordt een hoofdstuk III/1 ingevoegd, met als opschrift "Terugkeer van thematisch verlof of zwangerschaps-, vaderschaps-, co-ouderschaps- en adoptieverlof".

Art. 9. In hoofdstuk III/1, ingevoegd bij artikel 8, wordt een artikel 6/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"Art. 6/1. Een persoon die een arbeidsverhouding heeft aangegaan en die in aanmerking komt voor ouderschapsverlof, moederschaps-, vaderschaps-, co-ouderschaps- of adoptieverlof, keert na afloop van dit verlof terug in zijn functie of een gelijkwaardige functie onder voor hem niet minder gunstige voorwaarden en profiteert van elke verbetering van de arbeidsvoorwaarden waarop hij tijdens zijn afwezigheid recht heeft."

Art. 10. Artikel 8 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 19 februari 2009 en 12 april 2012 wordt vervangen als volgt :

"Art. 8. § 1. In afwijking van artikel 7 en op de gebieden bedoeld in artikel 5, § 1, 5° tot en met 19°, en § 2 kan een direct onderscheid op grond van geslacht, zogenaamd ras, huidskleur, afkomst, nationale of etnische afstamming, leeftijd, seksuele geaardheid, burgerlijke staat, gezinssamenstelling, geboorte, vermogen, geloof of levensbeschouwing, politieke overtuiging, vakbondsovertuiging, taal, gezondheidstoestand, een handicap, een fysieke of genetische eigenschap of sociale afkomst en status uitsluitend gerechtvaardigd worden op grond van werkelijke en bepalende beroepsvereisten.

§ 2. Van een werkelijke en bepalende beroepsvereiste kan slechts sprake zijn wanneer :

1° een bepaald kenmerk, dat verband houdt met de in paragraaf 1 bedoelde beschermde criteria, vanwege de aard van de in artikel 5, § 1, 5° tot en met 19°, en § 2, bedoelde activiteiten of de context waarin deze worden uitgevoerd, werkelijk en bepalend is;

2° het vereiste berust op een legitieme doelstelling en evenredig is ten aanzien van deze nagestreefde doelstelling.

§ 3. De Regering kan na raadpleging van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en van de "Conseil wallon pour l'égalité entre les hommes et les femmes" (Waalse Raad voor Gelijkheid tussen mannen en vrouwen) een beperkende lijst bepalen van de situaties waarin een beschermd criterium, overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in paragraaf 2 een werkelijke en bepalende beroepsvereiste vormt.

Wanneer één van de geraadpleegde organen zich niet heeft uitgesproken binnen twee maanden na de aanvraag, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan."

Art. 11. Artikel 8/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, wordt vervangen als volgt :

"Art. 8/1. § 1. In afwijking van artikel 7, § 1, en op de gebieden bedoeld in artikel 5, § 1, 3°, kan er een direct onderscheid op grond van het geslacht worden gerechtvaardigd als de toegang tot en het verstrekken van goederen en diensten uitsluitend of hoofdzakelijk bestemd is voor de personen van één geslacht, als deze bestemming objectief verantwoord wordt door een legitiem doel en de middelen om dat doel te bereiken passend en noodzakelijk zijn.

§ 2. De Regering kan na raadpleging van de "Conseil économique et social de la Région Wallonne" (Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest) en van de "Conseil wallon pour l'égalité entre les hommes et les femmes" (Waalse Raad voor Gelijkheid tussen mannen en vrouwen) een beperkende lijst bepalen van goederen en diensten die beschouwd worden als uitsluitend of hoofdzakelijk gericht tot de personen van één geslacht.

Wanneer één van de geraadpleegde organen zich niet heeft uitgesproken binnen twee maanden na de aanvraag, wordt aan de adviesvereiste voorbijgegaan."

Art. 12. In artikel 12, § 2, 4°, van hetzelfde decreet, wordt in de Franse versie het woord "inutilement" ingevoegd tussen het woord "restreindre" en de woorden "les droits".

Art. 13. Artikel 14 van hetzelfde decreet wordt vervangen door wat volgt :

"Art. 14. Met inachtneming van de voorwaarden bepaald in artikel 12, § 2, kan de Regering de hypothesen en voorwaarden bepalen waarin een positieve vordering uitgevoerd kan worden."

Art. 14. In artikel 16 van hetzelfde decreet, worden de woorden "artikel 3 van de wet tot oprichting van een Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding" vervangen door de woorden "artikel 6, § 2, van het samenwerkingsakkoord van 12 juni 2013".

Art. 15. In artikel 18 van hetzelfde decreet, wordt paragraaf 5 aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Ze is ook van toepassing op personen die optreden als raadsman, verweerder of steun van de betrokken persoon."

Art. 16. In artikel 18/1 van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 19 maart 2009, wordt paragraaf 9 aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt :

"Ze is ook van toepassing op personen die optreden als raadsman, verweerder of steun van de betrokken persoon."

Art. 17. Artikel 20 van hetzelfde decreet wordt gewijzigd als volgt :

1° in paragraaf 3, worden de woorden "met waarborging van de anonimiteit van het slachtoffer" ingevoegd tussen de woorden "die hij opstelt," en de woorden ", wordt aangeplakt tijdens de door hem bepaalde termijn,";

2° paragraaf 4 wordt aangevuld met zes leden luidend als volgt :

"De vordering wordt ingeleid bij verzoekschrift opgesteld in vier exemplaren en verzonden per aangetekende brief of ingediend bij de griffie van de bevoegde rechtbank.

Op straffe van nietigheid, bevat het verzoekschrift :

1° de aanduiding van dagen, maanden en jaren;

2° de namen, voornamen, beroep en woonplaats van de verzoeker;

3° de naam en het adres van de natuurlijke of rechtspersoon tegen wie het verzoek wordt ingediend;

4° het voorwerp en de uiteenzetting van de middelen van het verzoek.

De griffie van de rechtbank verwittigt onverwijld de tegenpartij bij gerechtsbrief en nodigt haar uit te verschijnen ten vroegste drie dagen en ten laatste acht dagen na het verzenden van de gerechtsbrief, waarbij een exemplaar van het verzoekschrift is gevoegd.

Over de vordering wordt uitspraak gedaan niettegenstaande vervolging wegens dezelfde feiten voor enig ander strafgerecht.

Als een vordering tot staking van bij de strafrechter aanhangig gemaakte feiten ingesteld is, wordt over de strafvervolging pas uitspraak gedaan nadat over de vordering tot staking een in kracht van gewijsde getreden beslissing gewezen is. Tijdens de opschorting is de verjaring van de strafvordering geschorst.

Het vonnis is uitvoerbaar bij voorraad, niettegenstaande enig rechtsmiddel en zonder borgtocht. Het vonnis wordt door de griffie van de rechtbank onverwijld meegedeeld aan alle partijen en aan de procureur des Konings.”.

Art. 18. In artikel 22 worden de woorden “een beschermd criterium” vervangen door “een of meer van de beschermde of daarmee verband houdende criteria”.

Art. 19. In artikel 33, § 3, van hetzelfde decreet, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in 1^o, wordt het woord “gender” ingevoegd tussen de woorden “algemene” en “statistieken”

b) in 3^o, wordt het woord “genderspecifiek” ingevoegd tussen de woorden “elementair” en “statistisch”.

Art. 20. In artikel 31 van hetzelfde decreet wordt 1^o vervangen door wat volgt :

“1^o elke instelling van openbaar nut en elke rechtspersoon die zich statutair tot doel stelt de rechten van de mens te verdedigen of discriminatie te bestrijden en die voldoet aan de voorwaarden voorzien in artikel 17, tweede lid, 1^o tot en met 3^o, van het Gerechtelijk Wetboek;”.

Art. 21. Artikel 33 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de decreten van 19 maart 2009 en 12 januari 2012 wordt vervangen als volgt :

“Art. 33. De regering stelt, na raadpleging van de “Conseil économique, social et environnemental de Wallonie” (Economische, Sociale en Milieuraad van Wallonië) de “Conseil wallon pour l’égalité entre les hommes et les femmes” (Waalse Raad voor Gelijkheid tussen mannen en vrouwen) het “Institut wallon de l’évaluation, de la prospective et de la statistique” (Waals Instituut voor evaluatie, prospectief beleid en statistiek), en elk ander adviesorgaan en bevoegde instantie, één of meer plannen, actieprogramma’s of maatregelen op die betrekking hebben op alle Waalse bevoegdheden en die de legislatuur overspannen.

De regering zorgt voor de opvolging van de plan(nen), actieprogramma(s) of maatregel(en) bedoeld in het eerste lid. Ze legt het Waals Parlement een evaluatierapport voor vóór het einde van de legislatuur waarop de plan(nen), actieprogramma(s) of maatregel(en) betrekking hebben.”.

Art. 22. Artikel 34 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, wordt gewijzigd als volgt :

1^o in paragraaf 1, worden de woorden “artikel 5, § 1, 3^o tot en met 8^o” vervangen door de woorden “artikel 5, § 1, 5^o tot en met 19^o”;

2^o in paragraaf 2, worden de woorden “bedoeld in artikel 5, § 1, 3^o tot en met 8^o” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 5, § 1, 5^o tot en met 19^o”;

Art. 23. Artikel 578 van het Gerechtelijk Wetboek, laatst gewijzigd bij de wet van 23 november 2017, wordt aangevuld met een 27^o, luidend als volgt :

“27^o de geschillen op grond van het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie, op de gebieden vermeld in de artikelen 5, § 1, 5^o tot en met 19^o, en § 2.”.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 2 mei 2019.

De Minister-President,

W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve Vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed
en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

Nota

(1) Zitting 2018-2019.

Stukken van het Waals Parlement 1362 (2018-2019) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire zitting van 30 april 2019.

Bespreking.

Stemming.